

**ARRETE PROVISOIRE PORTANT SUR LA FERMETURE
TEMPORAIRE DU PARKING MARCHÉ HAUT, LE DIMANCHE 5
JUILLET 2026**

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-1 ; L.2212-2 ; L.2213-1 à L.2213-3 et L.2122-22 ;

VU le Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment l'article R.417-10,

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment son article L.511-1,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation et à la signalisation routière ;

VU l'arrêté interministériel du 07 juin 1977, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'arrêté interministériel du 13 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté du 16 mai 2001 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'animation exceptionnelle organisée par l'association des commerçants du marché, le dimanche 5 juillet 2026 ;

VU l'arrêté municipal n° 2026-045 du 30 mars 2026 portant délégation de fonctions et signature à monsieur SAUTEREAU Gaëtan, 3^{ème} adjoint au Maire dans le domaine de la Sécurité, des Transports et de la Réserve civile ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de règlementer la circulation et le stationnement de tous véhicules sur le parking Marché Haut, situé rue du Réveillon à VILLECRESNES et de sécuriser la manifestation,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation et le stationnement seront interdits sur le parking Marché Haut à tous véhicules à compter du dimanche 5 juillet 2026 à 05h00 à 18h00.

Article 2 : Les interdictions, fixées dans l'article 1^{er}, ne s'appliquent pas aux véhicules des commerçants et aux véhicules de secours.

Article 3 : Les interdictions, fixées dans l'article 1^{er}, cesseront à la fin effective de la manifestation, par la levée de la signalisation.

Article 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur. La mise en fourrière des véhicules se fera à la charge du propriétaire.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à l'entrée de chaque site concerné.

Article 6 : Conformément à l'article R.102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 7 : Monsieur le Maire, Monsieur le Maire Adjoint en charge de la sécurité, Madame la Directrice des Services Techniques Municipaux, Madame la Commissaire de Police, Madame la Cheffe de service de la Police Municipale et les agents placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Madame la Commissaire de Police de Boissy-Saint-Léger,
- à Monsieur le Capitaine des Sapeurs-pompiers de Saint-Maur,
- à Madame la Directrice des Services Techniques,
- à Madame la Cheffe de service de Police Municipale de Villecresnes,

Fait à Villecresnes le 29 juin 2026.

Pour le Maire et par délégation,

Le 3^{ème} adjoint au Maire,
Délégué à la Sécurité, les Transports
et la Réserve civile



Gaëtan SAUTEREAU

